



Report on the Administration of the *Access to Information Act*

2016-2017 Annual Report

Rapport sur l'application de la *Loi sur l'accès à l'information*

Rapport annuel de 2016-2017



Royal Canadian Mint Monnaie royale canadienne

Access to Information Act Loi sur l'accès à l'information

2016-2017 Annual Report to Parliament Rapport annuel de 2016-2017 au Parlement

Table of Contents

	PAGE
I. Introduction	1
II. Organizational Structure	2
III. Delegation Orders	3
IV. Highlights of the Statistical Report	3
V. Training	7
VI. Policies, Guidelines, Procedures and Initiatives	7
VII. Key Issues and Actions Taken on Complaints or Audits	8
VIII. Monitoring Compliance	9

Table des matières

I. Introduction
II. Structure organisationnelle
III. Arrêtés de délégation
IV. Faits saillants du rapport statistique
V. Formation
VI. Politiques, directives, procédures et initiatives
VII. Principaux problèmes et mesures prises à la suite de plaintes ou de vérifications
VIII. Surveillance de la conformité

Attachments

1 ~ Delegation Order, RCM	10
2 ~ Delegation Order, RCMH-MRCF Inc.	15
3 ~ Statistical Report: RCM	17
4 ~ Statistical Report: RCMH-MRCF Inc.	34

Annexes

1 ~ Arrêté de délégation, MRC
2 ~ Arrêté de délégation, RCMH-MRCF Inc.
3 ~ Rapport statistique : MRC
4 ~ Rapport statistique : RCMH-MRCF Inc.

I. Introduction

The *Access to Information Act* provides Canadian citizens, permanent residents or any individual or corporation present in Canada the right to access information in records under the control of a government institution, subject to specific and limited exceptions.

This Annual Report provides an account of the Royal Canadian Mint's administration of the *Access to Information Act* during the period of April 1, 2016 to March 31, 2017. The Annual Report is prepared and tabled in Parliament in accordance with section 72 of the *Act*.

A. Royal Canadian Mint

The Royal Canadian Mint (Mint), originally a branch of Britain's Royal Mint, struck the Dominion's first domestically produced coin in 1908, and became a wholly Canadian institution in 1931. A fully commercial Crown corporation since 1969, the Mint operates for profit and its scope of activities extends throughout the world. It is classified as a Schedule III-II Corporation under the *Financial Administration Act*, the category reserved for organizations that conduct commercial operations and are self-sufficient. The Mint reports to Parliament through the Minister of Finance.

Subsection 3(2) of the *Royal Canadian Mint Act* establishes the mandate of the Mint "to mint coins in anticipation of profit and to carry out other related activities." The Mint produces and arranges for the production and supply of coins of the currency of Canada. It also produces circulation and non-circulation coins for foreign countries, produces and markets bullion coins, operates gold and silver refineries as well as conducts coin-related manufacturing and commercial activities that generate profits.

The Mint markets its goods and services throughout Canada and in many countries around the world. Its continued success and vitality as a corporation depend upon its ability to respond quickly to market demands, compete and position itself in international and domestic markets. As a self-financing commercial Crown corporation, the Mint operates like a business while serving a public policy purpose, which is the production and distribution of Canadian circulation coins.

I. Introduction

La *Loi sur l'accès à l'information* donne aux citoyens canadiens, aux résidents permanents et à toutes les personnes physiques ou morales qui sont présentes au Canada le droit d'accès aux documents de l'administration fédérale, sous réserve d'exceptions précises et limitées.

Le présent rapport annuel rend compte de l'administration, par la Monnaie royale canadienne, de la *Loi sur l'accès à l'information* pendant la période allant du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017. Le rapport annuel est préparé et déposé au Parlement conformément à l'article 72 de cette loi.

A. Monnaie royale canadienne

À l'origine une succursale de la Royal Mint de Grande-Bretagne, la Monnaie royale canadienne (Monnaie) a frappé la première pièce du Dominion produite au Canada en 1908 et est devenue une institution exclusivement canadienne en 1931. Société d'État à vocation entièrement commerciale depuis 1969, la Monnaie exerce ses activités en vue de réaliser des bénéfices, et son champ d'activité s'étend au monde entier. Elle est classée dans les sociétés inscrites à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, qui regroupe des organisations autosuffisantes effectuant des opérations commerciales. La Monnaie rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Finances.

Conformément au paragraphe 3(2) de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, la Monnaie « a pour mission la frappe de pièces en vue de réaliser des bénéfices; elle exerce en outre des activités connexes ». La Monnaie fabrique des pièces de monnaie canadiennes et prend tout mesure nécessaire à cette fin. Elle produit aussi des pièces de circulation et hors circulation pour les pays étrangers, fabrique et commercialise des produits d'investissement, exploite des raffineries d'or et d'argent, et mène des activités manufacturières et commerciales rentables qui sont liées aux pièces de monnaie.

La Monnaie commercialise ses biens et services partout au Canada et dans de nombreux autres pays. Son succès et sa vitalité reposent sur sa capacité à réagir rapidement aux exigences du marché, à soutenir la concurrence et à se positionner sur les marchés intérieurs et étrangers. En tant que société d'État

B. RCMH-MRCF Inc.

As part of its business development initiative, the Mint set up a wholly-owned subsidiary, RCMH-MRCF Inc., which was incorporated under the *Canada Business Corporations Act* in June 2002. This holding company was formed to help the Mint improve efficiency, manage the cost of products and increase profitability.

RCMH-MRCF Inc. is a holding company and does not employ staff but has nominated a President, a Corporate Secretary, and a Treasurer as the Corporation's Officers, all of whom are employees of the Mint.

As a wholly-owned subsidiary, RCMH-MRCF Inc. is subject to the *Access to Information Act*.

II. Organizational Structure

The Access to Information and Privacy (ATIP) Office is part of the Corporate Affairs Section within the Corporate and Legal Affairs Division of the Mint. The Director of Corporate Affairs, who is also the ATIP Coordinator, oversees the implementation of the *Act* within the Mint and its wholly-owned subsidiary, RCMH-MRCF Inc., and ensures compliance with the legislation.

In addition to the Coordinator, the ATIP Office is composed of a Senior Analyst, ATIP as well as an ATIP Generalist. All three full-time employees have duties pertaining to files other than ATIP and are therefore recorded as working part-time on the administration of the *Access to Information Act*.

commerciale autofinancée, la Monnaie fonctionne comme une entreprise, tout en poursuivant des objectifs de politique publique, soit la production et la distribution de pièces de circulation canadiennes.

B. RCMH-MRCF Inc.

Dans le cadre de ses projets d'expansion commerciale, la Monnaie s'est dotée d'une filiale en propriété exclusive, la RCMH-MRCF Inc., qui a été constituée en société aux termes de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* en juin 2002. Cette société de portefeuille a été créée pour aider la Monnaie à améliorer son efficacité, à gérer le coût de ses produits et à accroître sa rentabilité.

La RCMH-MRCF Inc. est une société de portefeuille et n'emploie pas de personnel, mais a nommé un président, un secrétaire de la Société et un trésorier comme dirigeants de la Société, chacun d'entre eux étant des employés de la Monnaie.

En tant que filiale en propriété exclusive, la RCMH-MRCF Inc. est assujettie à la *Loi sur l'accès à l'information*.

II. Structure organisationnelle

Le bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) fait partie de la Section des affaires générales au sein de la Division des affaires générales et juridiques de la Monnaie. Le directeur des Affaires générales est également coordonnateur de l'AIPRP. Cette personne supervise l'application de la *Loi sur l'accès à l'information* au sein de la Monnaie et de sa filiale en propriété exclusive, la RCMH-MRCF Inc., et veille à l'observation des mesures législatives.

Outre le coordonnateur, le personnel du bureau de l'AIPRP comprend un analyste principal, AIPRP, ainsi qu'un généraliste de l'AIPRP. Ces trois employés à temps plein ont des tâches se rapportant à des dossiers autres que l'AIPRP. Par conséquent, ils sont inscrits comme travaillant à temps partiel à l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information*.

III. Delegation Orders

In order to meet legal and administrative obligations and responsibilities as they relate to the *Access to Information Act*, the President and CEO of the Mint and the President of RCMH-MRCF Inc. have officially designated the ATIP Coordinator to exercise the powers and perform the duties and functions as set out in the organizations' respective Delegation Orders (Attachments 1 and 2). The Coordinator has full delegated authority.

The Senior Analyst, ATIP and the ATIP Generalist have also been delegated some authority under the Delegation Order for the Mint (Attachment 1).

IV. Highlights of the Statistical Report

The Statistical Report in Attachment 3 presents data on the processing of requests and consultations received by the Mint in 2016-17. This section provides a summary and interpretation of that data. Where possible, a trend analysis of the four previous years is provided.

As detailed later in the report, there is no statistical information to report for RCMH-MRCF Inc. (Attachment 4).

A. Royal Canadian Mint

During the 2016-17 reporting period, the Mint processed 25 formal requests, of which 23 were new requests and 2 were carried over from the previous period. Of these 25 requests, 19 were closed and 6 were carried over to the 2017-18 reporting period. In comparison, a total of 60 requests were processed in the previous period.

The number of new requests received is somewhat lower than the number received in the past three reporting periods but higher than 2012-13 (34 in 2015-16, 38 in 2014-15, 28 in 2013-14, and 18 in 2012-13).

The 2 requests carried over from 2015-16 are extremely complex and labour-intensive. They both remained open at the end of this reporting period.

III. Arrêtés de délégation

Afin de répondre aux obligations et aux responsabilités juridiques et administratives relatives à la *Loi sur l'accès à l'information*, le président de la Monnaie et le président de la RCMH-MRCF Inc. ont officiellement délégué au coordonnateur de l'AIPRP les attributions, les fonctions et les pouvoirs mentionnés dans les arrêtés de délégation respectifs des organisations (annexes 1 et 2). Le coordonnateur exerce tous les pouvoirs délégués.

L'analyste principal, AIPRP, et le généraliste de l'AIPRP se sont également vu déléguer certains pouvoirs en vertu de l'arrêté de délégation pour la Monnaie (annexe 1).

IV. Faits saillants du rapport statistique

Le rapport statistique présenté à l'annexe 3 comprend des données sur le traitement des demandes et les consultations reçues par la Monnaie en 2016-2017. Cette section présente un résumé et une interprétation de ces données. Lorsque cela est possible, une analyse des tendances des quatre années précédentes est fournie.

Comme il est précisé plus loin dans le rapport, il n'y a aucune donnée statistique pour RCMH-MRCF Inc. (annexe 4).

A. Monnaie royale canadienne

En 2016-2017, soit la période visée par le présent rapport, la Monnaie a traité 25 demandes officielles, dont 23 nouvelles demandes et 2 demandes en suspens depuis la période de rapport précédente. Sur ces 25 demandes, 19 ont été fermées et 6 ont été reportées à la période de rapport 2017-2018. En comparaison, la Monnaie avait traité un total de 60 demandes au cours de la période précédente.

Le nombre de nouvelles demandes reçues est un peu moins élevé que celui au cours des trois périodes de rapport précédentes, mais plus élevé qu'en 2012-2013 (34 en 2015-2016, 38 en 2014-2015, 28 en 2013-2014 et 18 en 2012-2013).

Les 2 demandes reportées de 2015-2016 sont extrêmement complexes et exigent beaucoup de travail. Elles étaient toujours en cours à la fin de la période visée par le présent rapport.

Source of New Requests

From the 23 new requests received in 2016-17, 7 came from the media; 6 from the public; 2 from academia; 1 from an organization and 7 declined to identify. This is consistent with previous years, in which media and the public generally submitted the most requests.

Disposition of Closed Requests

Of the 19 requests closed during this reporting period:

- 15 were disclosed – 10 partially and 5 fully;
- 1 was fully exempt; and
- 3 were abandoned.

Exemptions Used

The Mint invoked the following exemptions under the *Access to Information Act*:

- 13(1)(a) in 1 response (information obtained in confidence from the government of a foreign state or an institution thereof).
- 18(a),(b) and (d) in 17 responses (information pertaining to the economic interests of Canada).
- 19(1) in 2 responses (personal information about an individual other than the applicant).
- 20(1)(b), (c) and (d) in 11 responses (third party information).
- 21(1)(a), (b) (c) and (d) in 17 responses (information pertaining to the operations of government).
- 23 in 1 response (solicitor-client privilege).

Almost all the exemptions reported in the current reporting period are invoked year over year. While subsection 16(2) was not invoked in this reporting period, it is an exemption used by the Mint to protect information that could reasonably be used to facilitate the commission of an offence.

Source des nouvelles demandes

Sur les 23 nouvelles demandes reçues en 2016-2017, 7 provenaient des médias; 6 du public; 2 du secteur universitaire; 1 d'une organisation; et 7 de demandeurs anonymes. Ce portrait est conforme à celui des années précédentes, au cours desquelles la plupart des demandes ont été présentées par les médias et le public.

Disposition des demandes fermées

Sur les 19 demandes fermées durant la période visée par le rapport :

- 15 ont été communiquées, dont 10 partiellement et 5 totalement;
- 1 a été complètement exemptée;
- 3 ont été abandonnées.

Exceptions invoquées

La Monnaie a invoqué les exceptions suivantes prévues par la *Loi sur l'accès à l'information* :

- L'alinéa 13(1)a) dans 1 réponse (renseignements obtenus à titre confidentiel des gouvernements des États étrangers ou de leurs organismes);
- Les alinéas 18a), b) et d) dans 17 réponses (renseignements se rapportant aux intérêts économiques du Canada);
- Le paragraphe 19(1) dans 2 réponses (renseignements personnels concernant un autre individu);
- Les alinéas 20(1)b), c) et d) dans 11 réponses (renseignements de tiers);
- Les alinéas 21(1)a), b), c) et d) dans 17 réponses (renseignements sur les activités du gouvernement);
- L'article 23 dans 1 réponse (secret professionnel des avocats).

Presque toutes les exceptions signalées au cours de la période visée par le présent rapport sont utilisées d'une année à l'autre. S'il est vrai que le paragraphe 16(2) n'a pas été utilisé au cours de la période visée par le présent rapport, la Monnaie s'en sert pour protéger les renseignements qui pourraient être vraisemblablement utilisés pour faciliter la perpétration d'infractions.

Completion Time and Extensions

Of the 19 requests closed during the reporting period, 8 did not incur an extension. The remaining 11 requests incurred the following time extensions:

- 7 requests were extended by 30 days or less and 2 by 60 days due to interference with operations;
- 2 requests were extended by 60 days due to third-party notices.

10 of these requests were completed within the extended deadline while one request was closed 9 days late. Interference with operations is consistently the most common reason for taking an extension. In processing requests, the ATIP Office endeavours to respect original and extended deadlines while recognizing other operational priorities and applicants are routinely kept informed of the status of their requests. To prevent unnecessary delays, applicants are promptly contacted for clarification of the request when appropriate. As a general practice when taking an extension for consultations, the Mint consults third parties and other government institutions in parallel to reduce wait times as much as possible.

Complexity, Size, and Format of Requests

For requests closed in the reporting period, the Mint processed 961 pages, of which 532 were fully or partially disclosed. In comparison, in the previous four reporting periods, the Mint processed a total of 11,417 pages and disclosed a total of 8,897 pages (either partially or fully). It should be noted that the number of pages processed does not include the number of pages that were examined to determine relevancy, which is much greater. The ATIP Office frequently carries out internal consultations to exercise informed discretion when analyzing and treating records.

The major complexities encountered by the ATIP Office in this reporting period pertain to several large and complex requests (both carried over from the previous period and new).

All of the closed requests with disclosures were released in paper format.

Délai de traitement et prorogations

Sur les 19 demandes qui ont fermées durant la période de rapport actuelle, 8 l'ont été sans prorogation. Les 11 autres demandes ont entraîné les prorogations suivantes :

- 7 demandes ont été prorogées de 30 jours ou moins, et 2 de 60 jours, pour éviter d'entraver le fonctionnement de la Monnaie;
- 2 demandes ont été prorogées de 60 jours en raison d'avis de mise en cause.

Dix de ces demandes ont été traitées dans le délai prorogé, tandis qu'une demande a été fermée 9 jours en retard. L'entrave au fonctionnement de la Monnaie demeure la raison la plus courante pour demander une prorogation. Pendant le traitement des demandes, le bureau de l'AIPRP tente de respecter les délais initiaux et prorogés, tout en prenant en compte d'autres priorités opérationnelles. Les demandeurs sont régulièrement informés de l'état d'avancement du traitement de leurs demandes. Pour éviter les retards inutiles, les demandeurs sont joints rapidement afin de préciser leur demande, au besoin. En règle générale, lorsque la Monnaie demande une prorogation à des fins de consultation, elle prend conseil auprès de tiers et d'autres institutions gouvernementales en parallèle afin de réduire le plus possible le délai d'attente.

Complexité, volume et support des demandes

Dans le cas des demandes fermées au cours de la période de rapport actuelle, la Monnaie a traité 961 pages, dont 532 ont été totalement ou partiellement communiquées. En comparaison, la Monnaie a traité un total de 11 417 pages et communiqué (partiellement ou complètement) 8 897 pages au cours des quatre périodes de rapport précédentes. Il convient de noter que le nombre de pages ayant été examinées pour déterminer la pertinence est beaucoup plus élevé que le nombre de pages traitées et que le nombre de pages traitées n'inclut pas celui des pages examinées. Le bureau de l'AIPRP mène fréquemment des consultations internes afin d'exercer une discrétion éclairée lors de l'analyse et du traitement des dossiers.

Les éléments complexes rencontrés par le bureau de l'AIPRP au cours de la période visée par le présent rapport concernent plusieurs demandes volumineuses et

Informal Requests

As part of its public relations role, the Communications Section responds to informal enquiries from the public for information about the Mint. The ATIP Office also responds to informal requests for information that is already publicly available or for copies of previously released Access to Information requests. In 2016-17, the Mint completed 3 informal requests. For the previous four reporting periods, the ATIP office responded to a total of 7 informal requests.

Consultations from Other Institutions

During this reporting period, the Mint received 10 new consultations from other Government of Canada institutions, and closed an additional 2 consultations outstanding from the previous period. No consultations were carried over to the next reporting period. In total, 142 pages were reviewed. The Mint recommended full disclosure for 5 consultations, partial disclosure for 6 and all exempt for 1.

In the previous four reporting periods, the Mint reviewed a combined total of 2,381 pages to close 60 consultations.

Consultations on Cabinet Confidences

During the current and previous four reporting periods, the Mint did not need to consult with the Privy Council Office on Section 69 of the *Access to Information Act*.

complexes (reportées de la période précédente et nouvelles).

Toutes les demandes fermées comportant des communications ont été présentées sur papier.

Demandes non officielles

Dans le cadre de ses fonctions en matière de relations publiques, la Section des communications de la Monnaie répond aux demandes non officielles de renseignements sur la Monnaie formulées par le public. Le bureau de l'AIPRP répond également à des demandes non officielles portant sur des renseignements du domaine public ou à des demandes visant à recevoir copie de réponses à des demandes antérieures présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*. En 2016-2017, la Monnaie a traité 3 demandes non officielles. Au cours des quatre périodes de rapport précédentes, le bureau de l'AIPRP a répondu à un total de 7 demandes non officielles.

Consultations en provenance d'autres organismes

Au cours de la période visée par le présent rapport, la Monnaie a reçu 10 nouvelles demandes de consultation de la part d'autres institutions fédérales et a fermé 2 autres consultations en suspens de la période précédente. Aucune consultation n'a été reportée à la prochaine période de rapport. Au total, 142 pages ont été examinées. La Monnaie a recommandé une communication complète pour 5 des consultations, une communication partielle pour 6 des consultations, et une exception complète pour 1 consultation.

Au cours des quatre périodes de rapport précédentes, la Monnaie a examiné un total de 2 381 pages afin de fermer 60 consultations.

Consultations sur les documents confidentiels du Cabinet

Durant la période visée par le présent rapport et les quatre périodes de rapport précédentes, la Monnaie n'a pas eu besoin de consulter le Bureau du Conseil privé sur l'article 69 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

B. RCMH-MRCF Inc.

The Mint's subsidiary RCMH-MRCF Inc. did not receive any requests in 2016-17 compared to 1 request that was received in the previous four reporting periods (2012-13).

No request for consultation was received from another government institution or organization in the current or previous four reporting periods.

C. Fees

Of the 23 requests received in the reporting period, the \$5.00 application fee was collected for 21 and was waived for 2.

D. Resources related to the Access to Information Act

The cost of administering the Mint's program for this reporting period is estimated at \$152, 681 and includes professional services contracts. However, these costs do not include the resources required by other areas of the Corporation to search for responsive records.

In terms of resources, the number of person years dedicated to Access to Information activities was 1.53.

V. Training

In this reporting period, the ATIP Office carried out two training and education sessions pertaining in part to Access to Information and employee roles and responsibilities. These sessions were targeted to designated ATIP liaisons across Offices of Primary Interest (OPIs). A total of approximately 15 staff persons attended.

VI. Policies, Guidelines, Procedures and Initiatives

Over the course of the reporting period, the ATIP office implemented new procedures pertaining to its internal tracking system, which included the creation of a

B. RCMH-MRCF Inc.

La filiale de la Monnaie, RCMHMRCF Inc., n'a reçu aucune demande en 2016-2017, comparativement à 1 demande reçue au cours des quatre périodes de rapport précédentes combinées (2012-2013).

Aucune demande de consultation n'a été reçue d'une autre institution ou d'un autre organisme gouvernemental au cours de la période de rapport actuelle ou des quatre périodes de rapport précédentes.

C. Frais

Sur les 23 demandes reçues au cours de la période visée par le présent rapport, les frais de demande de 5 \$ ont été perçus pour 21 demandes et ont fait l'objet d'une exonération dans le cas de 2 demandes.

D. Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

Les coûts d'administration du programme de la Monnaie pendant la période visée par le présent rapport se sont élevés à environ 152 681 \$ et comprennent des honoraires contractuels de services professionnels. Toutefois, ces coûts ne comprennent pas les ressources d'autres secteurs de la Société affectées à la recherche des documents pertinents.

En ce qui a trait aux ressources, les activités liées à l'accès à l'information ont nécessité 1,53 année-personne.

V. Formation

Au cours de la période visée par le rapport, le bureau de l'AIPRP a tenu deux séances de formation et d'information se rapportant en partie à l'accès à l'information ainsi qu'aux rôles et aux responsabilités des employés. Ces séances ciblaient des agents de liaison de l'AIPRP dans les Bureaux de première responsabilité (BPR). En tout, environ 15 employés y ont assisté.

VI. Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

Au cours de la période visée par le présent rapport, le bureau de l'AIPRP a mis en œuvre de nouvelles procédures liées à son système de suivi interne. Il a

centralized log of all request and consultation activities and details. The repository facilitates case management, timeline compliance and is a useful reference tool for all ATIP staff. Furthermore, procedures with respect to request tasking and ATIP liaisons in OPIs were clarified to ensure that Executive Assistants coordinate record retrieval and OPI sign-off.

No new policy or guideline related to Access to Information was implemented during this period. The Corporation is nevertheless consistently committed in its adherence to established principles and best practices for assisting applicants throughout the request process.

The Mint posts summaries of completed Access to Information requests on its website. When requested, copies of the completed requests are disclosed in the form that they were previously released.

As of December 2013, the Mint started self-publishing its *Info Source* chapter on its website, as required by the Treasury Board Secretariat. The *Info Source* chapter update will be undertaken in the 2017-18 reporting period.

VII. Key Issues and Actions Taken on Complaints or Audits

One complaint was received under the *Access to Information Act* in the current reporting period pertaining to the application of exemptions. In the previous reporting period, the Mint was notified of four complaints (three pertaining to the application of exemptions and one pertaining to a no records response). The complaints remained open at the end of the reporting year. The Mint continues to cooperate with the Office of the Information Commissioner in an effort to resolve the complaints.

No audits were initiated or concluded in the reporting period.

notamment créé un registre centralisé des activités et détails de toutes les demandes et consultations, qui facilite la gestion des cas et le respect des délais. Ce registre est aussi un outil de référence utile pour tout le personnel de l'AIPRP. De plus, les procédures concernant l'attribution des tâches liées aux demandes et la coordination avec l'AIPRP dans les BPR ont été précisées pour veiller à ce que les adjoints administratifs coordonnent l'extraction des documents et l'approbation du BPR.

Aucune politique ni directive nouvelle en matière d'accès à l'information n'a été mise en œuvre pendant la période visée par le rapport. La Société demeure néanmoins fidèle à son respect constant des principes et des meilleures pratiques établis en matière d'aide aux demandeurs tout au long du processus de demande.

La Monnaie affiche sur son site Web les sommaires des demandes d'accès à l'information traitées. Lorsqu'elles sont demandées, les réponses aux demandes fermées sont reproduites telles qu'elles ont été envoyées au demandeur.

Depuis décembre 2013, la Monnaie a commencé l'autopublication de son chapitre *Info Source* sur son site Web, comme l'exige le Secrétariat du Conseil du Trésor. La mise à jour du chapitre *Info Source* sera faite à la période de rapport 2017-2018.

VII. Principaux problèmes et mesures prises à la suite de plaintes ou de vérifications

Au cours de la période visée par le présent rapport, une plainte a été reçue en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* concernant l'application des exceptions. Au cours de la période de rapport précédente, la Monnaie a été informée de quatre plaintes (trois concernant l'application des exceptions et une au sujet d'une réponse dans laquelle la Monnaie indiquait qu'il n'existait aucun document). Les plaintes étaient toujours en cours à la fin de la période visée par le présent rapport. La Monnaie continue de collaborer avec le Commissariat à l'information du Canada afin de régler ces plaintes.

Aucune vérification n'a été entreprise ni terminée au cours de la période visée par le présent rapport.

VIII. Monitoring Compliance

ATIP Office staff meets formally on a weekly basis for a fulsome discussion of all ATIP-related matters including request-processing time and monitoring. Informal discussions often occur daily. The ATIP Coordinator normally provides briefings to the VP, General Counsel and Corporate Secretary on a weekly basis, or as required.

VIII. Surveillance de la conformité

Le personnel du bureau de l'AIPRP se réunit de façon officielle toutes les semaines pour tenir une discussion complète sur les dossiers liés à l'AIPRP, y compris le temps de traitement et la vérification des demandes. Des discussions informelles ont souvent lieu quotidiennement. Le coordonnateur de l'AIPRP fait normalement un exposé au vice-président, avocat général et secrétaire de la Société chaque semaine, ou au besoin.

Attachment / Annexe 1

**DELEGATION ORDER,
RCM**

Access to Information Act

**ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE
POUVOIRS
MRC**

Loi sur l'accès à l'information



Delegation Order - Access to Information Act and Access to Information Regulations

Arrêté de délégation en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et du Règlement sur l'accès à l'information

The President and CEO of the Royal Canadian Mint, pursuant to section 73 of the **Access to Information Act***, hereby designates the persons holding the positions set out below, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the President and CEO as the head of the Royal Canadian Mint, under the provisions of the Act and related regulations set out in the schedule opposite each position. This document replaces and repeals all previous delegation orders.

En vertu de l'article 73 de la **Loi sur l'accès à l'information***, le président de la Monnaie royale canadienne délègue aux titulaires des postes sous mentionnés, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions, les fonctions et les pouvoirs dont il est, en qualité de responsable de la Monnaie royale canadienne, investi par les dispositions de la Loi ou de son règlement mentionnées en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule tout arrêté antérieur.

* S.C. 1980-81-82-83, c. 111, Sch. I "73"

* S.C. 1980-81-82-83, ch. III, ann. I « 73 »

Access to Information Act Loi sur l'accès à l'information			
Provision Disposition	Description	ATIP Coordinator Coordonnatrice, AIPRP	ATIP -Senior Analyst -Generalist AIPRP -Conseillère principale -Généraliste
4(2.1)	Responsibility of head of institution Responsable de l'institution fédérale	•	
7(a)	Notice where access requested Notification de l'auteur de la demande	•	•
7(b)	Giving access to the record or part thereof Donner communication totale ou partielle du document	•	
8(1)	Transfer of request Transmission de la demande	•	•
9	Extension of time limits and notice of extension to Commissioner Prorogation du délai et avis au Commissaire à l'information	•	•
11(2)(3) (4)(5)(6)	Additional fees or waiver Frais supplémentaires ou dispensement	•	•
12(2)(b)	Language of access Version de la communication	•	•
12(3)(b)	Access in an alternative format Communication sur support de substitution	•	•

Exemption Provisions of the Access to Information Act Dispositions d'exception de la Loi sur l'accès à l'information			
Provision Disposition	Description	ATIP Coordinator Coordonnatrice, AIPRP	ATIP -Senior Analyst -Generalist AIPRP -Conseillère principale -Généraliste
13	Information obtained in confidence Renseignements obtenus à titre confidentiel	•	
14	Federal-provincial affairs Affaires fédéro-provinciales	•	
15	International affairs and defence Affaires internationales et défense	•	
16	Law enforcement and investigations Application de la loi et enquêtes	•	
16.5	<i>Public Servants Disclosure Protection Act</i> <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	•	
17	Safety of individuals Sécurité des individus	•	
18	Economic interests of Canada Intérêts économiques du Canada	•	
19	Personal information Renseignements personnels	•	
20	Third party information Renseignements de tiers	•	
21	Operations of government – advice, etc. Activités du gouvernement – avis, etc.	•	
22	Testing procedures, tests and audits Examens et vérifications	•	
22.1	Internal audits Vérifications internes	•	
23	Solicitor-client privilege Secret professionnel des avocats	•	
24	Statutory prohibitions against disclosure Interdictions de communication fondées sur d'autres lois	•	

Other Provisions of the Access to Information Act Autres dispositions de la Loi sur l'accès à l'information			
25	Severability Prélèvements	•	•
26	Refusal of access where information is to be published Refus de communication en cas de publication	•	

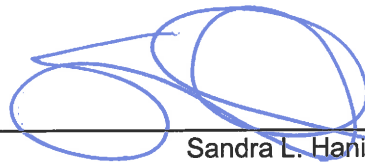
Provision Disposition	Description	ATIP Coordinator Coordonnatrice, AIPRP	ATIP -Senior Analyst -Generalist AIPRP -Conseillère principale -Généraliste
27(1)(4)	Notice to third parties Avis aux tiers	•	•
28(1)(b) (2)(4)	Decision/notice of third party disclosure Décision/avis aux tiers de donner communication	•	
29(1)	Notice of decision to disclose on Information Commissioner's recommendation Avis de la décision de communiquer sur la recommandation du Commissaire à l'information	•	
33	Notice to Information Commissioner of notices to third parties Avis au Commissaire à l'information des avis aux tiers	•	•
35(2)(b)	Right to make representations Droit de présenter des observations	•	
37(1)	Notice of actions to implement recommendations of Information Commissioner Avis des mesures pour la mise en œuvre des recommandations du Commissaire à l'information	•	
37(4)	Access to be given to complainant Communication accordée au plaignant	•	
43(1)	Notice to third party of application to Federal Court for review Avis au tiers d'une demande de révision à la Cour fédérale	•	
44(2)	Notice to requester of application for review by third party Avis au demandeur d'un recours en révision du tiers	•	
52(2)(b), 52(3)	Special rules for hearings Règles spéciales pour les auditions	•	
71(1)	Facilities for inspection of manuals by public Installations de consultation par le public des manuels	•	
72	Annual report to Parliament Rapport annuel au Parlement	•	

Access to information Regulations Règlement sur l'accès à l'information			
6(1)	Transfer of request Transmission de la demande	•	•
7(2)	Calculation of search and preparation fees Calcul des frais liés à la recherche et à la préparation	•	•
7(3)	Calculation of production and programming fees Calcul des frais liés à la production et la programmation	•	•

Provision Disposition	Description	ATIP Coordinator Coordonnatrice, AIPRP	ATIP -Senior Analyst -Generalist AIPRP -Conseillère principale -Généraliste
8	Method of access Méthode d'accès	•	•
8.1	Limitations in respect of format Restrictions applicables au support	•	•

Dated at Ottawa, Canada on June 6 2017

Daté à Ottawa, Canada, le 6 juin 2017



Sandra L. Harrington
President and CEO / Présidente de la Monnaie

Attachment / Annexe 2

**DELEGATION ORDER,
RCMH-MRCF INC.**

Access to Information Act

**ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE
POUVOIRS,
RCMH-MRCF INC.**

Loi sur l'accès à l'information



**ACCESS TO INFORMATION ACT DESIGNATION
ORDER**

**LOI SUR LA DÉLÉGATION EN VERTU DE LA LOI
SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

The President of RCMH-MRCF Inc., pursuant to section 73 of the *Access to Information Act**, hereby designates the person holding the position of Director, Corporate Affairs at the Royal Canadian Mint to exercise the powers and perform the duties and functions of the President as the head of a government institution under the Act.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*, le président de RCMH-MRCF Inc. délègue au titulaire du poste de directeur, Affaires générales, à la Monnaie royale canadienne les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investie par la Loi.

320 SUSSEX DRIVE
320, PROMENADE SUSSEX
OTTAWA ON K1A 0G8
CANADA
613-993-3500

MINT.CA
MONNAIE.CA

* S.C. 1980-81-82-83, c. 111, Sch. I "73"


* S.C. 1980-81-82-83, ch. III, ann. I « 73 »

Dated at Ottawa, Canada on May 31 2016

Daté à Ottawa, Canada, le 31 mai 2016



Jennifer Camelon
President, RCMH-MRCF Inc. /
Présidente de MRCH-MRCF Inc.



Simon Kamel
Chairperson of the Board, RCMH-MRCF Inc. /
Président, Conseil d'administration de MRCH-MRCF Inc.

Attachment / Annexe 3

**STATISTICAL REPORT,
RCM**

Access to Information Act

**RAPPORT STATISTIQUE,
MRC**

Loi sur l'accès à l'information



Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: Royal Canadian Mint

Reporting period: 2016-04-01 to 2017-03-31

Part 1: Requests Under the Access to Information Act

1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	23
Outstanding from previous reporting period	2
Total	25
Closed during reporting period	19
Carried over to next reporting period	6

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	7
Academia	2
Business (private sector)	0
Organization	1
Public	6
Decline to Identify	7
Total	23

1.3 Informal requests

Completion Time							Total
1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
0	1	1	1	0	0	0	3

Note: All requests previously recorded as “treated informally” will now be accounted for in this section only.

Part 2: Requests Closed During the Reporting Period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	0	2	1	2	0	0	0	5
Disclosed in part	0	2	6	2	0	0	0	10
All exempted	0	1	0	0	0	0	0	1
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0	0	0	0	0
Request transferred	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	1	1	1	0	0	0	0	3
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	6	8	4	0	0	0	19

2.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	1	16(2)	0	18(a)	5	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	8	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	0	18(d)	4	21(1)(a)	7
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	4
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	2
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	4
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	2	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	1
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	5	24(1)	0
15(1) - S.A.*	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b.1)	0	26	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(c)	5		
16(1)(a)(ii)	0	16.5	0	20(1)(d)	1		
16(1)(a)(iii)	0	17	0				
16(1)(b)	0						
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

2.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other Formats
All disclosed	5	0	0
Disclosed in part	10	0	0
Total	15	0	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of Requests	Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
All disclosed	25	24	5
Disclosed in part	923	508	10
All exempted	13	0	1
All excluded	0	0	0
Request abandoned	0	0	3
Neither confirmed nor denied	0	0	0

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	5	24	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	7	193	3	315	0	0	0	0	0	0
All exempted	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	16	217	3	315	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Assessment of Fees	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	1	0	0	0	1
Disclosed in part	1	0	0	0	1
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor	0	0	0	0	0
Total	2	0	0	0	2

2.6 Deemed refusals

2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of Requests Closed Past the Statutory Deadline	Principal Reason			
	Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
1	1	0	0	0

2.6.2 Number of days past deadline

Number of Days Past Deadline	Number of Requests Past Deadline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Deadline Where An Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	1	1
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	1	1

2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Part 3: Extensions

3.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	2	0	0	1
Disclosed in part	7	0	0	1
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Total	9	0	0	2

3.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	7	0	0	0
31 to 60 days	2	0	0	2
61 to 120 days	0	0	0	0
121 to 180 days		0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	9	0	0	2

Part 4: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount
Application	21	\$105	2	\$10
Search	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programming	0	\$0	0	\$0
Preparation	0	\$0	0	\$0
Alternative format	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	21	\$105	2	\$10

Part 5: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

5.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during reporting period	10	137	0	0
Outstanding from the previous reporting period	2	5	0	0
Total	12	142	0	0
Closed during the reporting period	12	142	0	0
Pending at the end of the reporting period	0	0	0	0

5.2 Recommendations and completion time for consultations received from other Government of Canada institutions

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	3	1	1	0	0	0	0	5
Disclose in part	3	3	0	0	0	0	0	6
Exempt entirely	0	1	0	0	0	0	0	1
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	6	5	1	0	0	0	0	12

5.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Part 6: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

6.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Part 7: Complaints and Investigations

Section 32	Section 35	Section 37	Total
1	0	0	1

Part 8: Court Action

Section 41	Section 42	Section 44	Total
0	0	0	0

Part 9: Resources Related to the Access to Information Act

9.1 Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$104,775
Overtime		\$0
Goods and Services		\$47,906
• Professional services contracts	\$44,732	
• Other	\$3,174	
Total		\$152,681

9.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	1.10
Part-time and casual employees	0.00
Regional staff	0.00
Consultants and agency personnel	0.43
Students	0.00
Total	1.53

Note: Enter values to two decimal places.



Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: Monnaie royale canadiennePériode d'établissement de rapport : 2016-04-01 au 2017-03-31

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	23
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	2
Total	25
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	19
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	6

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	7
Secteur universitaire	2
Secteur commercial (secteur privé)	0
Organisation	1
Public	6
Refus de s'identifier	7
Total	23

1.3 Demandes informelles

Délai de traitement							Total
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
0	1	1	1	0	0	0	3

Remarque : Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	2	1	2	0	0	0	5
Communication partielle	0	2	6	2	0	0	0	10
Exception totale	0	1	0	0	0	0	0	1
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande transmise	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	1	1	1	0	0	0	0	3
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	6	8	4	0	0	0	19

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1) a)	1	16(2)	0	18 a)	5	20.1	0
13(1) b)	0	16(2) a)	0	18 b)	8	20.2	0
13(1) c)	0	16(2) b)	0	18 c)	0	20.4	0
13(1) d)	0	16(2) c)	0	18 d)	4	21(1) a)	7
13(1) e)	0	16(3)	0	18.1(1) a)	0	21(1) b)	4
14	0	16.1(1) a)	0	18.1(1) b)	0	21(1) c)	2
14 a)	0	16.1(1) b)	0	18.1(1) c)	0	21(1) d)	4
14 b)	0	16.1(1) c)	0	18.1(1) d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1) d)	0	19(1)	2	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1) a)	0	23	1
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1) b)	5	24(1)	0
15(1) - A.S.*	0	16.4(1) a)	0	20(1) b.1)	0	26	0
16(1) a) (i)	0	16.4(1) b)	0	20(1) c)	5		
16(1) a) (ii)	0	16.5	0	20(1) d)	1		
16(1) a) (iii)	0	17	0				
16(1) b)	0						
16(1) c)	0						
16(1) d)	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68 a)	0	69(1)	0	69(1) g) re a)	0
68 b)	0	69(1) a)	0	69(1) g) re b)	0
68 c)	0	69(1) b)	0	69(1) g) re c)	0
68.1	0	69(1) c)	0	69(1) g) re d)	0
68.2 a)	0	69(1) d)	0	69(1) g) re e)	0
68.2 b)	0	69(1) e)	0	69(1) g) re f)	0
		69(1) f)	0	69.1(1)	0

2.4 Support des documents communiqués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	5	0	0
Communication partielle	10	0	0
Total	15	0	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
Communication totale	25	24	5
Communication partielle	923	508	10
Exception totale	13	0	1
Exclusion totale	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	3
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0

2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	5	24	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	7	193	3	315	0	0	0	0	0	0
Exception totale	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	16	217	3	315	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	1	0	0	0	1
Communication partielle	1	0	0	0	1
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	2	0	0	0	2

2.6 Présomptions de refus

2.6.1 Motifs du non respect du délai statutaire

Nombre de demandes fermées après le délai statutaire	Motif principal			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
1	1	0	0	0

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours de retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	1	1
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	1	1

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

PARTIE 3 - Prorogations

3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	2	0	0	1
Communication partielle	7	0	0	1
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	9	0	0	2

3.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	7	0	0	0
31 à 60 jours	2	0	0	2
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	9	0	0	2

PARTIE 4 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	21	\$105	2	\$10
Recherche	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programmation	0	\$0	0	\$0
Préparation	0	\$0	0	\$0
Support de substitution	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	21	\$105	2	\$10

PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	10	137	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	2	5	0	0
Total	12	142	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	12	142	0	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	3	1	1	0	0	0	0	5
Communiquer en partie	3	3	0	0	0	0	0	6
Exempter en entier	0	1	0	0	0	0	0	1
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	6	5	1	0	0	0	0	12

5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 6 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

6.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 7 - Plaintes et enquêtes

Article 32	Article 35	Article 37	Total
1	0	0	1

PARTIE 8 - Recours judiciaire

Article 41	Article 42	Article 44	Total
0	0	0	0

PARTIE 9 - Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

9.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$104,775
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$47,906
• Contrats de services professionnels	\$44,732	
• Autres	\$3,174	
Total		\$152,681

9.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	1.10
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00
Employés régionaux	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.43
Étudiants	0.00
Total	1.53

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.

Attachment / Annexe 4

**STATISTICAL REPORT,
RCMH**

Access to Information Act

**RAPPORT STATISTIQUE,
MRCF**

Loi sur l'accès à l'information



Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: RCMH-MRCF Inc.

Reporting period: 2016-04-01 to 2017-03-31

Part 1: Requests Under the Access to Information Act

1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	0
Outstanding from previous reporting period	0
Total	0
Closed during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	0
Academia	0
Business (private sector)	0
Organization	0
Public	0
Decline to Identify	0
Total	0

1.3 Informal requests

Completion Time							Total
1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
0	0	0	0	0	0	0	0

Note: All requests previously recorded as “treated informally” will now be accounted for in this section only.

Part 2: Requests Closed During the Reporting Period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0	0	0	0	0
Request transferred	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

2.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	0	18(d)	0	21(1)(a)	0
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	0
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	0
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	0	24(1)	0
15(1) - S.A.*	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b.1)	0	26	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(c)	0		
16(1)(a)(ii)	0	16.5	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	17	0				
16(1)(b)	0						
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

2.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other Formats
All disclosed	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0
Total	0	0	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of Requests	Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
All disclosed	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0
All exempted	0	0	0
All excluded	0	0	0
Request abandoned	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Assessment of Fees	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Deemed refusals

2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of Requests Closed Past the Statutory Deadline	Principal Reason			
	Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

2.6.2 Number of days past deadline

Number of Days Past Deadline	Number of Requests Past Deadline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Deadline Where An Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Part 3: Extensions

3.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

3.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	0	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Part 4: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount
Application	0	\$0	0	\$0
Search	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programming	0	\$0	0	\$0
Preparation	0	\$0	0	\$0
Alternative format	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	0	\$0	0	\$0

Part 5: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

5.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during reporting period	0	0	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Closed during the reporting period	0	0	0	0
Pending at the end of the reporting period	0	0	0	0

5.2 Recommendations and completion time for consultations received from other Government of Canada institutions

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

5.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Part 6: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

6.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Part 7: Complaints and Investigations

Section 32	Section 35	Section 37	Total
0	0	0	0

Part 8: Court Action

Section 41	Section 42	Section 44	Total
0	0	0	0

Part 9: Resources Related to the Access to Information Act

9.1 Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$0
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
Total		\$0

9.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	0.00
Part-time and casual employees	0.00
Regional staff	0.00
Consultants and agency personnel	0.00
Students	0.00
Total	0.00

Note: Enter values to two decimal places.



Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: RCMH-MRCF Inc.

Période d'établissement de rapport : 2016-04-01 au 2017-03-31

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
Total	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	0
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	0
Organisation	0
Public	0
Refus de s'identifier	0
Total	0

1.3 Demandes informelles

Délai de traitement							Total
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
0	0	0	0	0	0	0	0

Remarque : Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande transmise	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1) a)	0	16(2)	0	18 a)	0	20.1	0
13(1) b)	0	16(2) a)	0	18 b)	0	20.2	0
13(1) c)	0	16(2) b)	0	18 c)	0	20.4	0
13(1) d)	0	16(2) c)	0	18 d)	0	21(1) a)	0
13(1) e)	0	16(3)	0	18.1(1) a)	0	21(1) b)	0
14	0	16.1(1) a)	0	18.1(1) b)	0	21(1) c)	0
14 a)	0	16.1(1) b)	0	18.1(1) c)	0	21(1) d)	0
14 b)	0	16.1(1) c)	0	18.1(1) d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1) d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1) a)	0	23	0
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1) b)	0	24(1)	0
15(1) - A.S.*	0	16.4(1) a)	0	20(1) b.1)	0	26	0
16(1) a) (i)	0	16.4(1) b)	0	20(1) c)	0		
16(1) a) (ii)	0	16.5	0	20(1) d)	0		
16(1) a) (iii)	0	17	0				
16(1) b)	0						
16(1) c)	0						
16(1) d)	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68 a)	0	69(1)	0	69(1) g) re a)	0
68 b)	0	69(1) a)	0	69(1) g) re b)	0
68 c)	0	69(1) b)	0	69(1) g) re c)	0
68.1	0	69(1) c)	0	69(1) g) re d)	0
68.2 a)	0	69(1) d)	0	69(1) g) re e)	0
68.2 b)	0	69(1) e)	0	69(1) g) re f)	0
		69(1) f)	0	69.1(1)	0

2.4 Support des documents communiqués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Total	0	0	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Exception totale	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0

2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Présomptions de refus

2.6.1 Motifs du non respect du délai statutaire

Nombre de demandes fermées après le délai statutaire	Motif principal			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours de retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

PARTIE 3 - Prorogations

3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

3.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

PARTIE 4 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	0	\$0	0	\$0
Recherche	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programmation	0	\$0	0	\$0
Préparation	0	\$0	0	\$0
Support de substitution	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	0	\$0	0	\$0

PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 6 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

6.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 7 - Plaintes et enquêtes

Article 32	Article 35	Article 37	Total
0	0	0	0

PARTIE 8 - Recours judiciaire

Article 41	Article 42	Article 44	Total
0	0	0	0

PARTIE 9 - Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information**9.1 Coûts**

Dépenses		Montant
Salaires		\$0
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
Total		\$0

9.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	0.00
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00
Employés régionaux	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.00
Étudiants	0.00
Total	0.00

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.